COI Focus

MALI

Situation sécuritaire au sud du pays

12 mars 2018 (mise à jour)	Cedoca	Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes d'asile individuelles. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande d'asile. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.
Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.
Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.
La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual asylum applications. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the asylum application. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.
The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.
All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.
This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Contenu

Liste des principaux sigles utilisés 3

Introduction 4

1. Bref historique 5

2. Etat actuel du conflit 7
2.1. Développements politiques 7
2.1.1. Deux gouvernements en 2017 7
2.1.2. Enjeux électoraux 8
2.1.3. Suivi de l'accord de paix 8
2.2. Situation sécuritaire dans le pays - généralités 11

3. Parties en présence 12
3.1. Forces armées maliennes 12
3.2. Forces internationales 12
3.2.1. MINUSMA 12
3.2.2. Opération Barkhane 13
3.2.3. EUTM Mali 14
3.3. Groupes armés 14
3.3.1. Groupes armés signataires de l'accord de paix 14
3.3.2. Organisations islamistes 15

4. Description de la violence 15
4.1. Relevé des incidents violents 15
4.2. Typologie 16
4.2.1. Attaques asymétriques des groupes terroristes 16
4.2.2. Enlèvements 17
4.2.3. Criminalité 18
4.2. Cibles 18
4.2.1. Forces de défense et de sécurité nationales et internationales 18
4.2.2. Représentants de l'Etat 18
4.2.3. Ressortissants occidentaux 19
4.3. Auteurs 19
4.4. Répartition géographique 19

Résumé 24

Bibliographie 25

Liste des principaux sigles utilisés

ACCORD	Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AFP	Agence France-Presse
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
CJA	Congrès pour la justice dans l'Azawad
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
CMFPR	Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance
CPA	Coalition du peuple pour l'Azawad
DDRR	Opération de cantonnement, désarmement, démobilisation et réintégration
EIGS	Etat islamique dans le grand Sahara
EUTM	Mission européenne d'entraînement (European Training Mission)
FAMA	Forces armées maliennes
FLM	Front de libération du Macina
GATIA	Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés
GRIP	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HCUA	Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
ISS	Institut d'études et de sécurité
MAA	Mouvement arabe de l'Azawad
MDP	Mouvement pour la défense de la patrie
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MISMA	Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine
MNA	Mouvement national de l'Azawad
MNLA	Mouvement national pour la libération de l'Azawad
MOC	Mécanisme opérationnel de coordination
MSA	Mouvement pour le salut de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
ONU	Organisation des Nations unies
RFI	Radio France internationale

Introduction

Ce document est une mise à jour partielle du COI Focus « Mali. Situation sécuritaire » du 10 février 2017. Il traite uniquement de la situation sécuritaire dans le sud du pays durant la période du 1er janvier 2017 au 1er février 2018. La situation sécuritaire dans les régions du nord et du centre a fait l'objet de deux COI Focus séparés[1]. Les recherches pour cette mise à jour ont été clôturées le 9 février 2018.

Ce document comporte quatre chapitres. Le premier constitue un bref rappel historique du contexte général et des événements qui se sont déroulés au Mali à partir de 2012. L'état actuel du conflit est abordé dans le deuxième chapitre. Les parties en présence - forces armées nationales et internationales et groupes armés - sont passées en revue dans le troisième chapitre. Les incidents violents qui ont eu lieu dans le sud du pays durant la période couverte par ce rapport sont répertoriés et analysés dans la dernière partie.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du secrétaire général au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), ainsi que les rapports d'organisations internationales de défense des droits de l'homme, telles que Human Rights Watch (HRW) et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Le Cedoca s'est aussi basé sur les analyses de centres de recherche comme International Crisis Group (ICG) et le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) et a consulté des médias internationaux et nationaux.

A l'instar de sources telles que les Nations unies et ICG, le Cedoca fait la distinction entre les groupes armés qui ont signé l'accord de paix et les groupes non signataires. Pour désigner cette deuxième catégorie, le Cedoca reprend les termes utilisés par ces sources : groupes extrémistes et terroristes, djihadistes ou encore groupes islamistes.

Les conditions de sécurité au Mali font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

[1] Voir COI Focus Mali. Situation sécuritaire au nord du pays du 21/09/2017 et COI Focus Mali. Situation sécuritaire au centre du pays du 03/08/2017

1. Bref historique

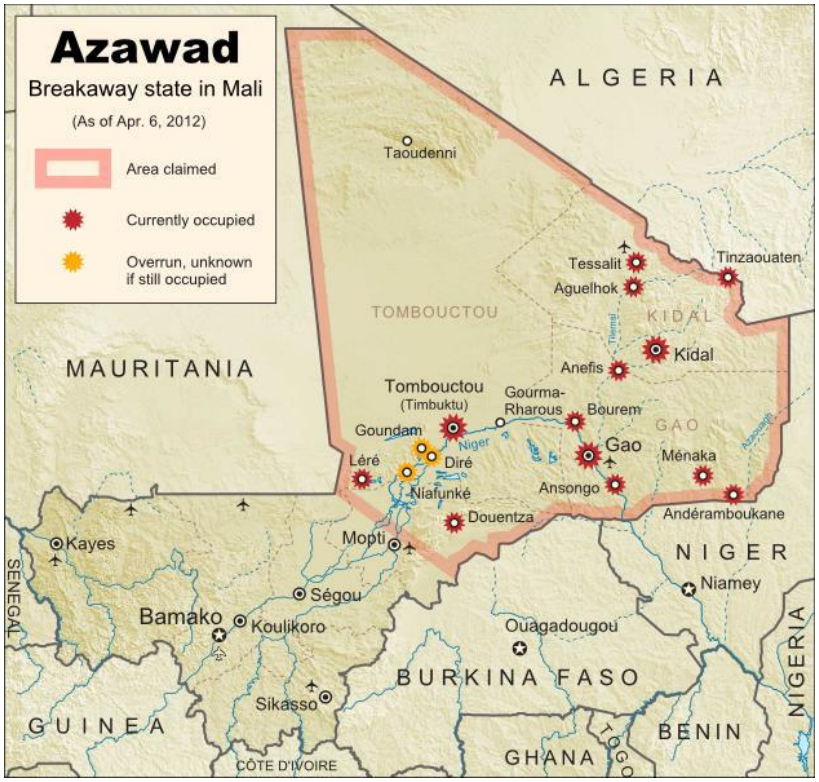
En novembre 2011, des militaires touareg ayant participé au conflit en Libye ont créé, avec des groupes touareg, le Mouvement national de l'Azawad (MNA), transformé par après en Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). Il s'agit d'un mouvement armé touareg qui revendique l'indépendance du nord du Mali sous le nom d'Azawad. Le MNLA s'est ensuite allié avec des groupes islamistes opérant dans le nord du pays. Les principaux sont Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Ansar Dine, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Boko Haram[2].

Fin 2011, l'armée malienne, sous-équipée, contrôlait de plus en plus difficilement les régions désertiques du nord du pays[3]. Le 17 janvier 2012, les combattants du MNLA soutenus par les groupes islamistes y ont attaqué les forces maliennes[4].

Le 22 mars 2012, des officiers de l'armée emmenés par le capitaine Amadou Sanogo ont renversé le président Amadou Toumani Touré au motif qu'il avait été incapable d'endiguer la rébellion touareg[5]. Face à la pression internationale, les putschistes ont accepté, dans le courant de la même année, de remettre le pouvoir à un gouvernement de transition[6].

Entre janvier et avril 2012 les groupes armés ont pris le contrôle des trois régions septentrionales du Mali : Kidal, Gao et Tombouctou[7]. Début avril 2012, le MNLA proclamait unilatéralement l'indépendance de l'Azawad[8]. Il s'est fait ensuite progressivement évincer des grandes villes du nord par les combattants d'Ansar Dine, d'AQMI et du MUJAO[9].

[2] FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 5, url
[3] FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 5, url
[4] Algérie-Focus, 10/06/2014, url ; FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 4, url
[5] FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 4, url
[6] GRIP (Dufour J.), 18/04/2012, url
[7] RFI, 31/03/2012, url ; Huffingtonpost (Raymond G.), 01/04/2012, url
[8] ICG, 18/07/2012, p. 14, url
[9] Jeune Afrique (Groga-Bada M.), 04/07/2012, url ; Jeune Afrique, 08/06/2012, url ; RFI, 12/07/2012, url



Carte du territoire revendiqué par l'Etat autoproclamé de l'Azawad[10]

En janvier 2013, à la demande du gouvernement malien de transition, la France lançait l'opération Serval pour stopper la progression des groupes islamistes[11]. Au cours du mois de janvier 2013, les islamistes perdaient le contrôle de Konna, Diabali, Douentza, Gao et Tombouctou, la région de Kidal restant sous contrôle du MNLA[12]. A la même époque, les premiers contingents de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) se déployaient. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) prenait le relais début juillet 2013[13].

Le 18 juin 2013, le gouvernement de transition a signé avec deux organisations touareg, le MNLA et le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), un « accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers inclusifs de paix au Mali », aussi appelé « accord de Ouagadougou »[14]. Ibrahim Boubacar Keïta est élu président de la République le 11 août 2013[15].

En 2014, des négociations entre le gouvernement et les groupes rebelles non terroristes sont conduites par l'Algérie avec l'appui de la communauté internationale et des Nations unies. Elles ont débouché sur la signature d'un accord de paix en mai-juin 2015 entre le gouvernement, une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux couramment appelée la Plateforme et l'ex-rébellion à dominante touareg regroupée dans la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA),

[10] Political Geography Now (Centanni E.), 06/04/2012, url
[11] RFI (Chanda T.), 23/07/2013, url
[12] GRIP (Sangare B.), 20/05/2016, p. 3, url
[13] RFI (Chanda T.), 23/07/2013, url
[14] RFI, 18/06/2013, url
[15] Le Figaro, AFP, 15/08/2013, url

dénommée la Coordination[16]. L'accord de paix d'Alger comporte trois volets : politique, sécurité et développement et vise une régionalisation plus poussée au sein d'un Etat unitaire[17].

Le contrôle de la ville d'Anéfis (région de Kidal) a donné lieu à des affrontements armés entre la Plateforme et la Coordination, notamment en août 2015. En octobre 2015, les deux groupes ont convenu d'un cessez-le-feu[18].

Les opérations militaires de 2013 et l'accord de paix de 2015 avaient pour objectif d'éliminer les groupes armés islamistes, de désarmer les Touareg et autres combattants et de rétablir l'autorité de l'Etat dans le nord du pays. Dispersés au nord, les groupes islamistes se sont progressivement reconstitués et implantés au centre du pays, à la faveur de l'absence de l'Etat. A partir de 2015, l'insécurité et les violences se sont développées dans les régions jusqu'alors stables du centre et du sud du Mali[19].

2. Etat actuel du conflit

2.1. Développements politiques

2.1.1. Deux gouvernements en 2017

En avril 2017, le président Ibrahim Boubacar Keïta s'est séparé de son premier ministre, Modibo Keïta, et l'a remplacé par l'ex-ministre de la Défense, Abdoulaye Idrissa Maïga. Ce changement s'est fait dans un climat social tendu alors que les secteurs de la santé et de l'éducation étaient en grève. Abdoulaye Idrissa Maïga est le quatrième premier ministre du président Keïta, élu en 2013[20]. La composition du nouveau gouvernement a été annoncée le 11 avril 2017. La presse malienne a souligné à cette occasion que les groupes armés signataires de l'accord de paix de 2015[21] n'étaient pas représentés dans celui-ci. La conférence d'entente nationale qui s'est tenue à Bamako du 27 mars au 2 avril 2017 laissait pourtant présager la possibilité de former un gouvernement de large ouverture capable de faire avancer la mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger de 2015[22].

Le 29 décembre 2017, le premier ministre a présenté sa démission et celle de son gouvernement au président Keïta, qui l'a acceptée[23]. L'ancien ministre de la Défense Soumeylou Boubèye Maïga a été nommé au poste de premier ministre par décret présidentiel le 30 décembre 2017. La composition du nouveau gouvernement a été annoncée le lendemain. L'ancienne équipe a été reconduite quasi intégralement, seuls quelques portefeuilles ont changé de main. Les sources consultées indiquent qu'avec ce nouveau gouvernement, le chef de l'Etat se prépare pour le scrutin présidentiel de juillet 2018 et cherche à mieux maîtriser la situation dans le nord du pays, où les attaques des djihadistes se poursuivent[24].

[16] RFI, 20/06/2015, url ; Jeune Afrique (Mihoubi S.), 20/06/2016, url
[17] Nations unies, Conseil de sécurité, 27/03/2015, pp. 1-3, url ; AFP via La Libre, 05/03/2015, url
[18] Jeune Afrique, 16/10/2015, url ; AFP via News24, 16/10/2015, url
[19] HRW, 05/04/2017, url ; Le Monde (Châtelot C.), 27/01/2017, url
[20] RFI, 09/04/2017, url ; RFI, 10/04/2017, url ; Le Monde, AFP, 12/04/2017, url
[21] Il s'agit des groupes armés de la Coordination et de la Plateforme. Voir le point 1.
[22] JusticeInfo (Rugiririza E.), Studio Tamani, 13/04/2017, url
[23] Le Monde, 29/12/2017, url
[24] France 24, 31/12/2017, url ; RFI, 31/12/2017, url

2.1.2. Enjeux électoraux

Un référendum sur la révision de la Constitution prévu pour le mois de juillet 2017 s'est heurté à une forte mobilisation de l'opposition et de la société civile qui y voyait une tentative du président de renforcer ses prérogatives. Une manifestation a rassemblé plusieurs milliers de personnes à Bamako le 17 juin 2017[25]. Le 21 juin 2017, le Conseil des ministres a annoncé le report *sine die* du référendum[26]. Après de nouvelles manifestations en juillet 2017, le président a pris la décision, en août 2017, de surseoir à sa tenue[27].

Les élections locales et régionales, initialement prévues le 17 décembre 2017, ont été reportées au mois d'avril 2018. La décision a officiellement été annoncée à l'issue du Conseil des ministres du 26 novembre 2017. Jeune Afrique rapporte que l'opposition s'interrogeait notamment sur les conditions sécuritaires dans lesquelles pouvaient se tenir ces scrutins, en raison de l'insécurité prévalant dans le nord et le centre du pays[28].

Dans un discours prononcé à l'occasion du nouvel an 2018, le président Keïta a réaffirmé que l'élection présidentielle aurait bien lieu en juillet 2018 et les législatives en novembre 2018[29].

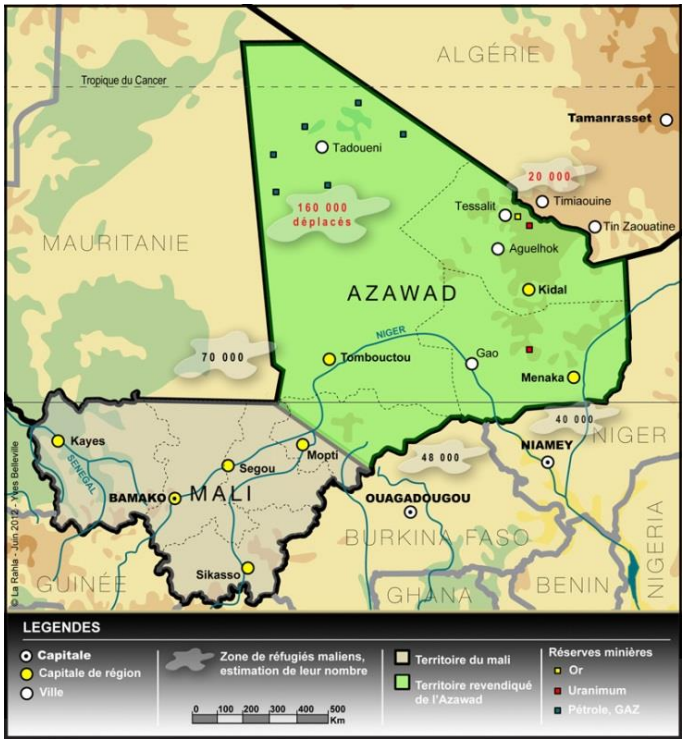
2.1.3. Suivi de l'accord de paix

Certaines mesures prévues par l'accord de paix de 2015 ont été adoptées. Ainsi, fin février 2017, des autorités intérimaires ont été mises en place dans trois des cinq régions du nord du pays (Kidal, Ménaka et Gao)[30]. Dans les régions de Taoudénit et de Tombouctou, elles sont entrées en fonction en avril 2017[31]. Des unités mixtes composées de combattants des parties signataires de l'accord de paix et des forces de défense et de sécurité sont opérationnelles. Chaque unité, dénommée mécanisme opérationnel de coordination (MOC), est constituée de 600 hommes, soit 200 militaires des forces armées maliennes (FAMA), 200 combattants de la Plateforme et 200 combattants de la Coordination. Leur mission consiste à ramener la sécurité dans le nord du pays, notamment hors des grandes villes[32]. Les premières patrouilles mixtes étaient effectives à Gao en février 2017[33], elles ne l'étaient par contre toujours pas à Kidal et Tombouctou en décembre 2017[34]. A la même époque, les parties signataires de l'accord de paix n'étaient pas encore parvenues à s'entendre sur le nombre d'ex-combattants des différents groupes armés qui seraient intégrés dans les forces armées. Le rapport de l'ONU du 26 décembre 2017 indique que le gouvernement a proposé dans un premier temps l'intégration de 4.900 ex-combattants tandis que les groupes signataires demandaient l'intégration de 10.000 à 14.000 ex-combattants. L'absence de consensus à ce propos continue à retarder le lancement des opérations de cantonnement, désarmement, démobilisation et réintégration (DDRR)[35].

[25] Jeune Afrique, 22/06/2017, url
[26] Jeune Afrique, 22/06/2017, url
[27] Maliactu, 24/08/2017, url ; Le Monde, AFP, 21/08/2017, url ; Reuters (Sangaré I.), 15/07/2017, url
[28] Jeune Afrique (Roger B.), 27/11/2017, url
[29] La Preuve (Konaté O.) via 30minutes, 08/01/2018, url
[30] Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 30/03/2017, pp. 1-2, url
[31] Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 06/06/2017, p. 13, url
[32] Jeune Afrique, 21/03/2017, url
[33] RFI, 24/02/2017, url
[34] Nations unies, Conseil de sécurité, 26/12/2017, p. 4, url
[35] Nations unies, Conseil de sécurité, 26/12/2017, p. 4, url

Mali – Carte des régions jusqu'en 2012[36]

[36] La Fouillouse/Soufouroulaye, 01/02/2016, url



Mali – Deux nouvelles régions au nord (Taoudénit et Ménaka) depuis 2012[37]

Une conférence d'entente nationale s'est tenue à Bamako du 27 mars au 2 avril 2017. Elle a accueilli des représentants des partis d'opposition et des groupes armés signataires de l'accord de paix. Les participants ne sont pas parvenus à adopter une charte commune mais uniquement une série de recommandations[38]. Celles-ci portent sur la nécessité de remédier aux problèmes de gouvernance et de sécurité, en particulier au centre du pays, selon le rapport de l'ONU du 6 juin 2017[39].

En juillet 2017, des affrontements ont eu lieu dans la région de Kidal entre groupes armés signataires de l'accord de paix. Jeune Afrique rappelle à cette occasion que les groupes armés de la Plateforme et de la Coordination se disputent le contrôle de la ville de Kidal depuis deux ans[40]. Suite à la signature, le 22 août 2017, d'une trêve entre la Plateforme et la Coordination, le gouverneur de la région de Kidal a pu regagner son poste. Nommé en juin 2017, il s'était vu interdire l'accès à la ville par la Coordination[41]. Cette première trêve de quinze jours a été suivie d'une seconde le 10 septembre 2017 et d'un accord de cessation définitive des hostilités le 20 septembre 2017. Dans son rapport périodique de décembre 2017, le Secrétaire général de l'ONU relève que, depuis lors, les attaques entre groupes signataires ont cessé[42].

[37] La Fouillouse/Soufouroulaye, 01/02/2016, url. Jusqu'en 2012, le Mali était constitué de huit régions administratives. En 2012, deux nouvelles régions ont été créées au nord : Taoudénit (auparavant dans la région de Tombouctou) et Ménaka (auparavant dans la région de Gao). Depuis lors, le Mali compte dix régions : Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka et Taoudénit en plus du district urbain de Bamako
[38] RFI, 03/04/2017, url
[39] Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 06/06/2017, p. 1, url
[40] Jeune Afrique, 12/07/2017, url ; BBC, 07/07/2017, url
[41] Jeune Afrique, AFP, 24/08/2017, url
[42] Le Républicain via aBamako, 24/08/2017, url ; Liberté via Africatime, 11/09/2017, url ; Nations unies, Conseil de sécurité, 26/12/2017, pp. 2, 7, url

Début septembre 2017, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution créant un régime général de sanctions pour le Mali. La presse qui rapporte l'information précise qu' « [à] ce stade, aucun individu ni entité n'est identifié pour être visé par des sanctions sur des voyages ou des gels d'avoirs »[43].

Mi-octobre 2017, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a annoncé devoir arrêter une partie de ses opérations dans la région de Kidal, dans le nord du pays, en raison de la situation instable. Les ONG internationales présentes à Ménaka, dans le centre du pays, ont également choisi de suspendre certaines de leurs activités fin novembre 2017, après une série de braquages dans la région[44].

Le 25 novembre 2017, une centaine d'associations et de partis politiques ont manifesté à Bamako contre l'insécurité grandissante au Mali. Le rassemblement était à l'initiative du collectif « Antè A Banna »[45] qui s'était déjà illustré quelques mois plus tôt en s'opposant au projet de révision constitutionnelle[46].

Début janvier 2018, le gouvernement malien a annoncé son intention de proposer une loi d'entente nationale. Celle-ci exempterait de poursuites les personnes impliquées dans une rébellion armée, à condition qu'elles n'aient pas commis de crimes[47].

2.2. Situation sécuritaire dans le pays - généralités

L'instabilité des conditions de sécurité au nord et au centre du Mali est soulignée par l'ONU dans ses rapports périodiques de mars et de juin 2017[48]. Le rapport de septembre 2017 indique que les conditions de sécurité « se sont considérablement détériorées » en raison de la recrudescence des combats entre groupes armés signataires dans le nord et de l' « insécurité croissante » dans le centre du pays[49]. Le rapport de décembre 2017 mentionne que les affrontements entre groupes armés signataires qui avaient marqué la période précédente ont pris fin avec la signature d'une cessation des hostilités le 20 septembre 2017. L'ONU estime toutefois que les conditions de sécurité ont continué à se dégrader en raison de l'augmentation du nombre d'actions terroristes menées par des groupes djihadistes, en particulier le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) dans le nord et des attaques ciblées contre des civils dans le centre du pays[50].

La violence a considérablement augmenté au Mali depuis le début de l'année 2017, selon le centre d'études britannique Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) dans un document de juin 2017. Cette recrudescence de la violence est principalement causée par les activités des groupes islamistes radicaux, notamment le GSIM[51].

Fin avril 2017, l'Assemblée nationale a prolongé l'état d'urgence pour une période de six mois, jusqu'au 31 octobre 2017. La mesure est justifiée par l'insécurité persistante dans les régions du

[43] Le Figaro, AFP, 05/09/2017, url
[44] GRIP (Ghys M.), 11/01/2018, p. 9, url
[45] Qui signifie « nous refusons »
[46] BBC, 27/11/2017, url ; Maliweb (Sidibé B.) via The World News, 27/11/2017, url
[47] La Libre Afrique, 01/01/2018, url
[48] Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 30/03/2017, pp. 7, 17, url ; Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 06/06/2017, p. 5, url
[49] Nations unies, Conseil de sécurité, 28/09/2017, p. 1, url
[50] Nations unies, Conseil de sécurité, 28/09/2017, pp. 1-2, 7, url
[51] Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), 05/2017, url

nord et du centre du pays, selon l'ONU[52]. Fin octobre 2017, l'état d'urgence a été prorogé pour une durée d'un an[53].

Au niveau sous-régional, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé en juin 2017 le déploiement d'une force antiterroriste dans le Sahel[54]. En février 2017, le Groupe des cinq pays du Sahel (G5 Sahel) - Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad – avait décidé de mettre sur pied une force commune afin de lutter contre les réseaux terroristes et extrémistes violents, la prolifération d'armes et la criminalité transnationale organisée[55]. Le commandement principal du G5 Sahel est basé à Sévaré, au centre du Mali. Une première opération conjointe a eu lieu dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger du 27 octobre au 11 novembre 2017[56]. Une seconde opération a été lancée dans la même zone le 15 janvier 2018[57].

3. Parties en présence

3.1. Forces armées maliennes

En mai 2017, les forces armées maliennes (FAMA) disposaient d'un effectif de 13.000 hommes et une opération de recrutement de 5.000 hommes supplémentaires était en cours[58]. En janvier 2018, la presse annonce une nouvelle phase de recrutement dans les différents corps, notamment les armées de terre et de l'air, la garde et la gendarmerie nationales[59].

Depuis janvier 2013, les forces armées bénéficient de l'encadrement d'une mission européenne d'entraînement (European Training Mission, EUTM)[60]. Selon des chiffres fournis par le ministère belge de la Défense en janvier 2018, un tiers des forces armées maliennes a bénéficié d'une formation d'EUTM Mali[61].

Dans un article publié le 25 janvier 2018, Radio France internationale (RFI) parle de « signes de malaise au sein de l'armée » après que 36 éléments de la force d'action rapide de la gendarmerie aient abandonné leurs positions au centre du pays, dans une zone qu'ils jugeaient dangereuse en raison de la présence de groupes djihadistes[62].

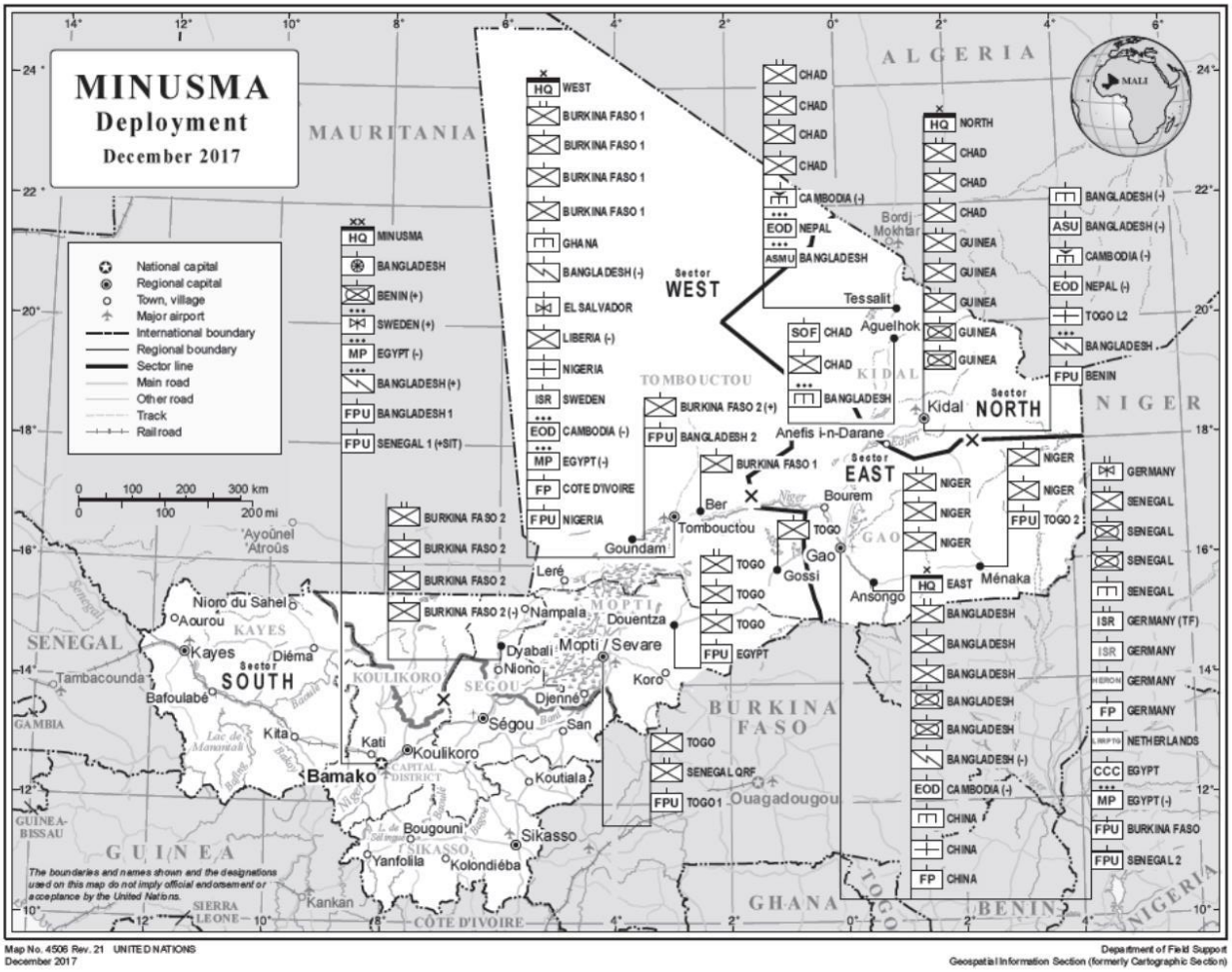
3.2. Forces internationales

3.2.1. MINUSMA

La MINUSMA a été établie par la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations unies le 25 avril 2013[63]. Le 29 juin 2017, le Conseil de sécurité a renouvelé pour une année le mandat de la force d'intervention onusienne[64].

[52] Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 06/06/2017, p. 5, url
[53] APA news, 21/10/2017, url
[54] Courrier international (Gounon C.), 22/06/2017, url
[55] Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 30/03/2017, p. 6, url
[56] Nations unies, Conseil de sécurité, 26/12/2017, p. 6, url
[57] Studio Tamani, 16/01/2018, url
[58] La Tribune Afrique (Bayo I.), 11/05/2017, url ; Afrique360 via Mali7, 11/05/2017, url
[59] Malijet (Clairon), 22/01/2018, url
[60] Union européenne, Action extérieure, 07/2016, url
[61] La Défense, 01/02/2018, url
[62] RFI, 25/01/2018, url ; RFI, 20/01/2018, url
[63] République française, ministère des Armées, 05/2017, p. 5, url

La composante militaire de la MINUSMA est structurée autour d'un état-major basé à Bamako et d'une vingtaine d'unités déployées dans le pays[65]. En décembre 2017, la MINUSMA comptait 11.690 militaires et 1.742 policiers[66].



MINUSMA – déploiement en décembre 2017[67]

3.2.2. Opération Barkhane

La France intervient au Mali depuis janvier 2013, d'abord dans le cadre de l'opération Serval puis, depuis le 1er août 2014, de l'opération Barkhane. Selon des chiffres fournis par le ministère français de la Défense en décembre 2017, l'opération Barkhane compte un total de 4.000 militaires. Le dispositif est composé d'un poste de commandement principal stationné à N'Djamena (Tchad) et de trois bases : Gao (Mali), Niamey (Niger) et N'Djamena[68]. Au Mali, Barkhane intervient avec un détachement de 1.700 militaires à Gao et des détachements secondaires à Kidal et Tessalit[69]. Quatre

[64] MINUSMA, s.d., url
[65] République française, ministère des Armées, 12/2017, url
[66] Nations unies, Conseil de sécurité, 26/12/2017, p. 19, url
[67] Nations unies, Conseil de sécurité, 26/12/2017, p. 20, url
[68] République française, ministère des Armées, 12/2017, url
[69] AFP via Jeune Afrique, 19/05/2017, url

autres pays de la bande sahélo-saharienne sont concernés par l'opération Barkhane : le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad[70].

La population malienne réclame régulièrement le retrait de l'opération Barkhane. Ainsi, en octobre 2017, la presse rapporte qu'en l'espace de quelques jours, plusieurs manifestations ont eu lieu dans la région de Kidal pour dénoncer la brutalité des interventions des soldats français[71]. Une manifestation contre la présence militaire française a rassemblé une centaine de personnes à Bamako en janvier 2018. La police est intervenue avec des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants[72].

3.2.3. EUTM Mali

La mission est présente au Mali depuis janvier 2013. En mai 2017, EUTM Mali était constituée de 600 militaires provenant des 27 Etats membres de l'Union européenne. Son troisième mandat prendra fin en mai 2018[73].

3.3. Groupes armés

3.3.1. Groupes armés signataires de l'accord de paix

Depuis la mi-juin 2014, les mouvements qui participent aux négociations de sortie du conflit avec le gouvernement malien sont scindés en deux groupes. Les « mouvements politico-militaires de la plateforme d'Alger du 14 juin 2014 », connus sous le nom de Plateforme, sont une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux. Les mouvements autonomistes anti-Bamako se sont rassemblés dans la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), ex-rébellion majoritairement touareg, en abrégé Coordination[74].

Les groupes qui font partie de la Plateforme sont la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance (CMFPR), le Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés (GATIA), une aile du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA loyaliste), le Mouvement pour la défense de la patrie (MDP) et le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA)[75].

Les groupes qui font partie de la Coordination sont une aile de la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance, dénommée CMFPR II, la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et une dissidence du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA dissident)[76].

Les groupes armés mentionnés ci-dessus sont les plus influents au nord du pays. Le secrétariat d'Etat aux migrations de la Confédération suisse, dans un rapport sur la situation sécuritaire au Mali datant de septembre 2015, relève qu'il existe par ailleurs un nombre important de milices et de groupes armés de moindre envergure et ajoute : « […] les scissions, les regroupements et la création de nouveaux groupes et sous-groupes sont fréquents. En effet, créer un mouvement armé

[70] AFP via Jeune Afrique, 19/05/2017, url
[71] Africa Postnews, 11/10/2017, url
[72] Africanews, 11/01/2018, url
[73] Union européenne, Action extérieure, 07/2016, url ; EUTM Mali, s.d., url
[74] Confédération suisse, SEM, 07/09/2015, p. 12, url
[75] The Jamestown Foundation (Mac Gregor A.), 27/01/2017, url
[76] ISS (Maïga I.), 06/2016, p. 6, url

est devenu un moyen de défendre ses intérêts et d'obtenir une place à la table des négociations avec le gouvernement »[77].

3.3.2. Organisations islamistes

Les groupes islamistes qui se sont emparés des régions du nord du Mali en 2012 ont été exclus de l'accord de paix signé en 2015 entre le gouvernement, la Plateforme et la Coordination[78].

Quatre organisations islamistes considérées comme terroristes par les Nations unies sont actives dans la zone sahélienne comprenant le nord du Mali. Il s'agit d'Ansar Dine, d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et d'Al-Mourabitoune[79]. A ces quatre organisations s'ajoutent le Front de libération du Macina (FLM), aussi appelé Katibat Macina, et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)[80]. Le GSIM résulte de la fusion, début mars 2017, d'Ansar Dine, d'Al-Mourabitoune, d'AQMI et du FLM. Il est dirigé par le chef d'Ansar Dine, Iyad Ag Ghali[81].

En décembre 2017, le GSIM s'est allié à l'Etat islamique dans le grand Sahara (EIGS), dirigé par Abou Adnan Walid Sahraoui. Alors que le GSIM est surtout actif dans le nord et le centre du Mali, le second est présent à la frontière entre le Mali et le Niger[82]. Les deux groupes ont décidé de rester distincts tout en élaborant des stratégies et en menant des actions communes[83].

4. Description de la violence

4.1. Relevé des incidents violents

Le relevé chronologique des incidents ci-après concerne uniquement les régions situées au sud du Mali, à savoir les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso ainsi que le district urbain de Bamako[84] (voir la carte des régions administratives, page 11), entre le 1er janvier 2017 et le 1er février 2018. Ce relevé se veut le plus complet possible sans pour autant prétendre à l'exhaustivité.

Une religieuse franciscaine de nationalité colombienne a été enlevée le 7 février 2017 à Karangasso, près de Koutiala (région de Sikasso), à proximité de la frontière burkinabè, où elle travaillait comme missionnaire. Elle figurait, de même que six autres otages occidentaux enlevés au Mali et au Burkina Faso, dans une vidéo diffusée en juillet 2017 par le GSIM. Selon des informations de l'agence mauritanienne Al-Akhbar et du centre américain de surveillance des sites djihadistes SITE reprises par la presse, elle apparaît dans une nouvelle vidéo publiée fin janvier 2018. Elle y demande l'intervention du pape François pour sa libération[85].

Dans la nuit du 25 au 26 mars 2017, le poste de douane de Ouelessebougou, dans le cercle[86] de Kati (région de Koulikoro) a été attaqué par des individus armés non identifiés. Le bilan varie selon les

[77] Confédération suisse, SEM, 07/09/2015, p. 12, url
[78] RFI (Jouve A.), 24/03/2016, url
[79] Nations unies, Conseil de sécurité, 25/06/2014, url
[80] En arabe : Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin. Voir : Long War Journal (Weiss C.), 18/03/2017, url
[81] Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 30/03/2017, p. 8, url ; Long War Journal (Joscelyn T.), 13/03/2017, url
[82] Studio Tamani, 14/12/2017, url
[83] GRIP (Ghys M.), 11/01/2018, p. 10, url
[84] Le district urbain de Bamako est géographiquement situé dans la région de Koulikoro
[85] Jeune Afrique, 08/02/2017, url ; ICG, 02/2017, url ; TV5Monde, 30/01/2018, url
[86] Au Mali, le cercle correspond à un regroupement de communes

sources. Il serait de deux morts, un douanier et un bénévole, d'après le journal malien Le Combat[87]. Le site d'informations en ligne Malinet parle quant à lui d'un douanier tué et de deux autres blessés. La source évoque la piste de « certains groupes armés […] soupçonnés de connivence avec les terroristes du nord du Mali […] »[88].

Le 18 juin 2017, le campement de Kangaba, en périphérie de Bamako, un lieu de villégiature fréquenté par des expatriés occidentaux, a été attaqué par des djihadistes. L'intervention des forces spéciales maliennes a permis la libération d'une trentaine d'otages. Le bilan de cette attaque revendiquée par le GSIM est de cinq morts (un militaire malien et quatre civils)[89].

Le 24 septembre 2017, la localité de Mourdiah, dans le cercle de Nara (région de Koulikoro) a été prise d'assaut pendant plusieurs heures par des éléments armés qui ont saccagé des bâtiments administratifs[90]. Le poste de gendarmerie a été brûlé. Selon des sources locales rapportées par la presse, les assaillants ont pris la fuite en emmenant des otages[91]. Ceux-ci seraient au nombre de trois, d'après le site d'informations Koaci[92]. Malijet attribue ces violences à des terroristes disciples d'Amadou Koufa[93].

Le 18 octobre 2017, le commandant de brigade de la gendarmerie de Guiré, dans le cercle de Nara (région de Koulikoro), a été enlevé par des terroristes. Selon des informations communiquées par l'armée malienne, le gendarme a été kidnappé alors qu'il circulait sur l'axe routier Nara - Mourdiah. Son chauffeur aurait été tué mais l'armée ne confirme pas cette dernière information de la British Broadcasting Corporation (BBC), qui précise en outre qu'au Mali, les militaires sont souvent la cible des djihadistes[94].

Le 9 décembre 2017, le préfet de Nara (région de Koulikoro) et son chauffeur ont été victimes d'une tentative d'enlèvement. Un militaire, le préfet et son chauffeur ont été légèrement blessés au cours de l'échange de coups de feu entre les assaillants et les forces de sécurité qui accompagnaient le cortège. La presse malienne rapporte que cette attaque serait l'œuvre d'éléments proches d'Amadou Koufa[95].

Le 23 janvier 2018, deux douaniers ont été tués dans le village de Toubakoro, dans le cercle de Banamba (région de Koulikoro). L'attaque est attribuée à des djihadistes, selon des sources sécuritaires locales reprises par la presse[96].

4.2. Typologie

4.2.1. Attaques asymétriques des groupes terroristes

Sur son site Internet mis à jour en novembre 2017 (informations toujours valables en février 2018), le ministère français des Affaires étrangères estime que le risque principal encouru au Mali est le risque terroriste. Suivent le risque d'enlèvement et la criminalité[97].

[87] Le Combat (Haïdara A.) via MaliActu, 27/03/2017, url
[88] Malinet (Dia I.), s.d., url
[89] RFI, 19/06/2017, url ; Ouest France, 19/06/2017, url
[90] Mali-web, 10/12/2017, url
[91] Studio Tamani via Malizine, 25/09/2017, url
[92] Koaci, 25/09/2017, url
[93] Malijet via Mali24, 25/09/2017, url
[94] Mali-web, 10/12/2017, url ; BBC, 19/10/2017, url
[95] Mali-web, 10/12/2017, url
[96] L'Orient Le Jour, AFP, 24/01/2018, url
[97] France diplomatie, 03/11/2017, url

Le rapport de l'ONU du 26 décembre 2017 indique qu'au cours de la période considérée (septembre à décembre 2017), les groupes terroristes ont mené 71 attaques asymétriques. Celles-ci ont ciblé par ordre d'importance les forces de défense et de sécurité maliennes (37), la MINUSMA (31), les groupes signataires de l'accord de paix (2) et l'opération Barkhane (1). Le rapport comptabilise les attaques par région et indique qu'elles ont été les plus nombreuses dans les régions du nord et du centre du pays : Mopti (20), Gao (17) et Kidal (14). Suivent les régions de Ségou (8), Ménaka (5) et Tombouctou (5). Dans le sud du pays, deux incidents ont eu lieu dans la région de Koulikoro. Le rapport de l'ONU ne mentionne pas d'attaques dans les régions de Kayes et de Sikasso, ni dans le district urbain de Bamako. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans a revendiqué la plupart des attaques asymétriques[98].

Le rapport de l'ONU du 28 septembre 2017 souligne que, durant la période considérée (juin à août 2017), les groupes terroristes ont mené 75 attaques contre 37 au cours de la période précédente (mars à mai 2017), « […] soit une hausse de 102,7 % par rapport à toutes les attaques ». Les principales cibles restent les forces de défense et de sécurité maliennes, la MINUSMA et Barkhane. La plupart des attaques ont à nouveau été revendiquées par le GSIM. Le rapport ne fournit pas de renseignements exhaustifs concernant les régions où se sont déroulés les incidents. Il mentionne plusieurs attaques asymétriques à Tombouctou et Kidal (nord) et à Douentza (centre). Pour le sud, il relève l'attaque contre un hôtel près de Bamako le 18 juin 2017, entraînant la mort de cinq personnes et faisant dix autres blessés[99].

Pour rappel, le terme d'« attaque asymétrique » renvoie à des techniques de guerre non conventionnelles utilisées par des protagonistes qui ont des capacités militaires significativement différentes[100]. Il s'agit ici d'attaques menées par des groupes terroristes contre les forces de défense et de sécurité maliennes et les forces internationales.

4.2.2. Enlèvements

Une religieuse colombienne nommée Gloria Cecilia Narvaez Argotia a été enlevée à Karangasso, près de Koutiala, dans le sud du Mali, en février 2017. Elle apparaît, fin janvier 2018, dans une vidéo diffusée par des djihadistes[101].

Des personnes ont été prises en otage lors de l'attaque du poste de gendarmerie de Mourdiah, dans la région de Koulikoro, en septembre 2017. Elles sont au nombre de trois selon Koaci. Les sources consultées ne précisent pas s'il s'agit de gendarmes[102].

Le commandant de brigade de gendarmerie de Guiré, dans le cercle de Nara, région de Koulikoro a été kidnappé en octobre 2017 alors qu'il se trouvait dans son véhicule sur la route reliant Nara à Mourdiah. Il apparaît dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux en décembre 2017 en compagnie du juge de Niono (région de Ségou) qui a, quant à lui, été enlevé à son domicile dans la nuit du 16 au 17 novembre 2017. Les deux otages demandent dans cette vidéo la libération des djihadistes détenus dans les prisons maliennes et l'instauration de la charia dans le pays, conditions posées par leurs ravisseurs à leur libération[103].

En décembre 2017, le préfet de Nara et son chauffeur ont échappé à une tentative d'enlèvement[104].

---

[98] Nations unies, Conseil de sécurité, 26/12/2017, p. 7, url
[99] Nations unies, Conseil de sécurité, 28/09/2017, p. 8, url
[100] Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 29/09/2016, p. 7, url ; Confédération suisse, SEM, 07/09/2015, p. 17, url
[101] 20minutes, 30/01/2018, url
[102] Studio Tamani via Malizine, 25/09/2017, url ; Malijet via Mali24, 25/09/2017, url ; Koaci, 25/09/2017, url
[103] Studio Tamani, 06/12/2017, url
[104] Maliweb, 09/12/2017, url

4.2.3. Criminalité

Dans sa résolution de septembre 2017 créant un régime général de sanctions pour le Mali, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est dit « […] gravement préoccupé par la situation sécuritaire volatile, notamment par le développement d'activités criminelles et terroristes dans le centre et le sud du Mali, comme par l'intensification des trafics de drogue et d'êtres humains »[105].

Le ministère français des Affaires étrangères mentionne que, dans une grande partie du nord et du centre du pays, « [l]a présence insuffisante des services de l'État […] a conduit à une augmentation importante du banditisme et de la criminalité. Les atteintes aux biens et aux personnes y sont très fréquentes […]. Dans le reste du pays, le risque criminel est relativement modéré »[106].

4.2. Cibles

4.2.1. Forces de défense et de sécurité nationales et internationales

Le rapport périodique de l'ONU du 6 juin 2017 indique que « […] les forces de défense et de sécurité maliennes sont de plus en plus souvent prises pour cible par les groupes terroristes dans les régions du centre et du sud »[107].

Durant la période de juin à août 2017, sur les 75 attaques menées par les groupes terroristes, 44 l'ont été contre les forces de défense et de sécurité maliennes, 21 contre la MINUSMA et 10 contre Barkhane, selon le rapport de l'ONU du 28 septembre 2017. D'après le même rapport, le bilan des victimes s'est également alourdi. On dénombre en effet 15 morts et 34 blessés parmi le personnel de la MINUSMA tandis que, durant la période précédente, 4 casques bleus avaient été tués et 5 autres blessés. Par ailleurs, 39 membres des forces de défense et de sécurité maliennes ont été tués et 44 blessés, contre 33 et 54 durant la période précédente. Aucun soldat français n'a été tué mais 17 ont été blessés contre 2 durant la période précédente[108].

Le rapport de l'ONU du 26 décembre 2017 relève que, durant la période de septembre à décembre 2017, sur les 71 attaques menées par les groupes terroristes, 37 l'ont été contre les forces de défense et de sécurité maliennes, 31 contre la MINUSMA, 1 contre l'opération Barkhane. Deux autres attaques visaient en outre des groupes armés signataires de l'accord de paix[109].

4.2.2. Représentants de l'Etat

Selon des informations relayées par plusieurs médias maliens, depuis l'enlèvement d'un juge à Niono (région de Mopti, au centre du pays) en novembre 2017 et d'un commandant de brigade de gendarmerie à Mourdiah (région de Koulikoro, au sud du pays) en octobre 2017, les fonctionnaires de l'Etat sont inquiets pour leur sécurité. Les représentants de l'Etat des cercles de Nara et Banamba (région de Koulikoro) et des cercles de Diéma, Yélimané et Nioro du Sahel (région de Kayes) seraient particulièrement visés par le risque d'actions de groupes terroristes[110].

[105] Le Monde, AFP, 22/09/2017, url
[106] France diplomatie, 03/11/2017, url
[107] Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 06/06/2017, p. 5, url
[108] Nations unies, Conseil de sécurité, 28/09/2017, p. 8, url
[109] Nations unies, Conseil de sécurité, 26/12/2017, p. 7, url
[110] Le Combat, aBamako via Mali7, 23/11/2017, url

4.2.3. Ressortissants occidentaux

Une Colombienne a été enlevée dans le nord de la région de Sikasso en février 2017. Le ministère français des Affaires étrangères rappelle que « [p]lusieurs enlèvements de ressortissants occidentaux ont eu lieu ces dernières années […] », notamment celui d'une Française à Gao le 24 décembre 2016[111]. Il s'agit de Sophie Petronin, une humanitaire qui dirigeait une ONG d'aide aux enfants souffrant de malnutrition[112]. En décembre 2017, elle était toujours aux mains de ses ravisseurs[113].

Lors de l'attaque contre un lieu de villégiature à Bamako en juin 2017, la presse internationale souligne qu'elle visait des étrangers, le lieu étant surtout fréquenté par des expatriés occidentaux. Le journal de Montréal parle d'« attentat anti-occidental »[114]. Europe 1 précise que, parmi la trentaine d'otages libérés, la moitié était de nationalité française tandis qu'une Franco-Gabonaise figurait parmi les personnes décédées[115]. La précédente attaque djihadiste visant des Occidentaux à Bamako avait eu lieu en mars 2016 contre l'hôtel Nord-Sud, abritant la mission de l'EUTM Mali. Un assaillant avait été tué. En novembre 2015, un attentat contre l'hôtel Radisson Blu de Bamako avait fait une vingtaine de morts parmi les clients. Il avait été revendiqué par AQMI et Al-Mourabitoune. En mars 2015, l'attaque contre le restaurant-bar La Terrasse à Bamako avait fait cinq morts, dont deux Occidentaux. Elle avait été revendiquée par Al-Mourabitoune[116].

4.3. Auteurs

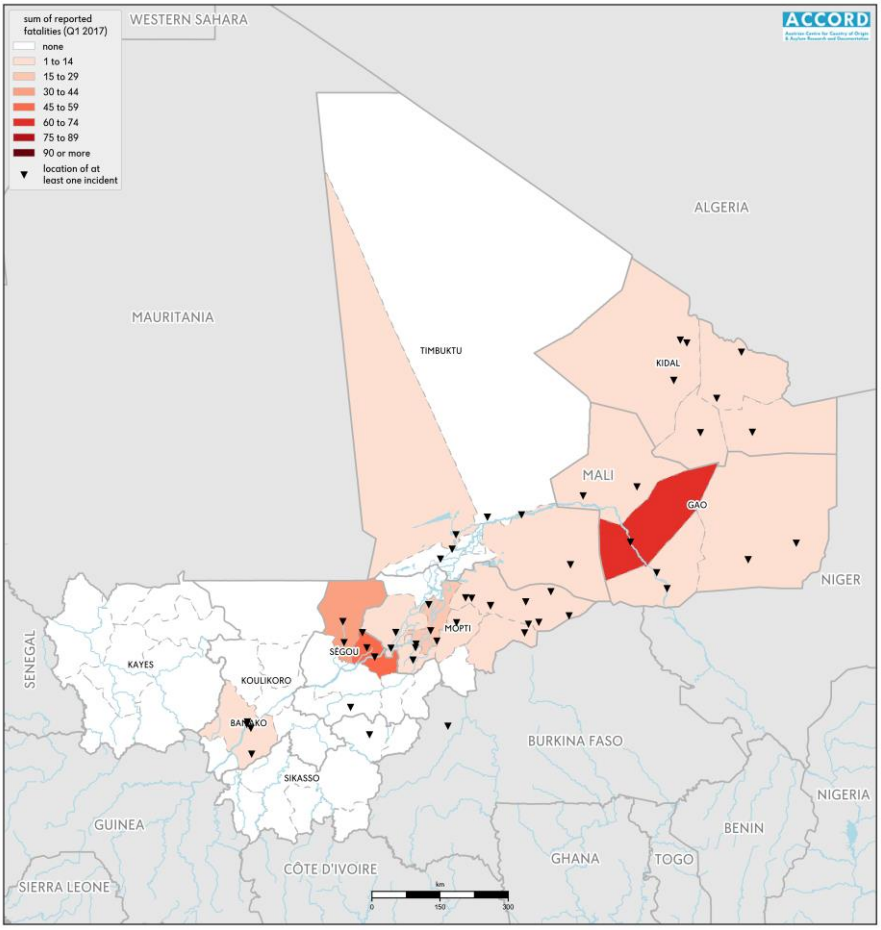
Comme relevé ci-dessus (voir point 4.1.), les enlèvements qui se sont déroulés dans le sud du pays en 2017 ainsi que l'attaque contre le complexe hôtelier à Bamako en juin 2017 sont attribués au GSIM dirigé par Iyad Ag Ghali et au FLM d'Amadou Koufa, deux groupes armés djihadistes affiliés à AQMI.

Le GSIM a revendiqué la plupart des attaques asymétriques au Mali, selon les rapports périodiques de l'ONU datant de septembre et décembre 2017[117].

4.4. Répartition géographique

Le centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et les demandeurs d'asile (Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation, ACCORD) a compilé les informations récoltées par le projet ACLED[118] pour le Mali durant les premier et second trimestres de 2017 et propose un décompte des incidents[119] ainsi que des cartes qui permettent de les localiser.

[111] France diplomatie, 03/11/2017, url
[112] Libération, AFP, 25/12/2016, url
[113] Huffingtonpost (Berthelier A.), 24/12/2017, url
[114] Le journal de Montréal, AFP, 19/06/2017, url
[115] Europe1, 18/06/2017, url
[116] Le journal de Montréal, AFP, 19/06/2017, url ; Europe1, 18/06/2017, url ; RFI, 08/03/2015, url
[117] Nations unies, Conseil de sécurité, 26/12/2017, p. 7, url ; Nations unies, Conseil de sécurité, 28/09/2017, p. 8, url
[118] ACLED is designed for disaggregated conflict analysis and crisis mapping. This dataset codes the locations, dates and types of all reported conflict and protest events in over 50 countries in the developing world. Voir : ACLED, s.d., url
[119] ACCORD propose un classement des incidents par région administrative. Le Cedoca y a ajouté un classement par région géographique (nord, centre et sud du pays)



ACCORD - Mali, incidents relevés par ACLED premier trimestre 2017[120]

ACCORD mentionne, pour les deux premiers trimestres de 2017 :

au nord :

- à Gao, 18 incidents tuant 74 personnes (1er trimestre) - 28 incidents tuant 24 personnes (2ème trimestre) ;
- à Kidal, 10 incidents tuant 20 personnes (1er trimestre) - 24 incidents tuant 42 personnes (2ème trimestre) ;
- à Tombouctou, 19 incidents tuant 5 personnes (1er trimestre) - 19 incidents tuant 44 personnes (2ème trimestre) ;

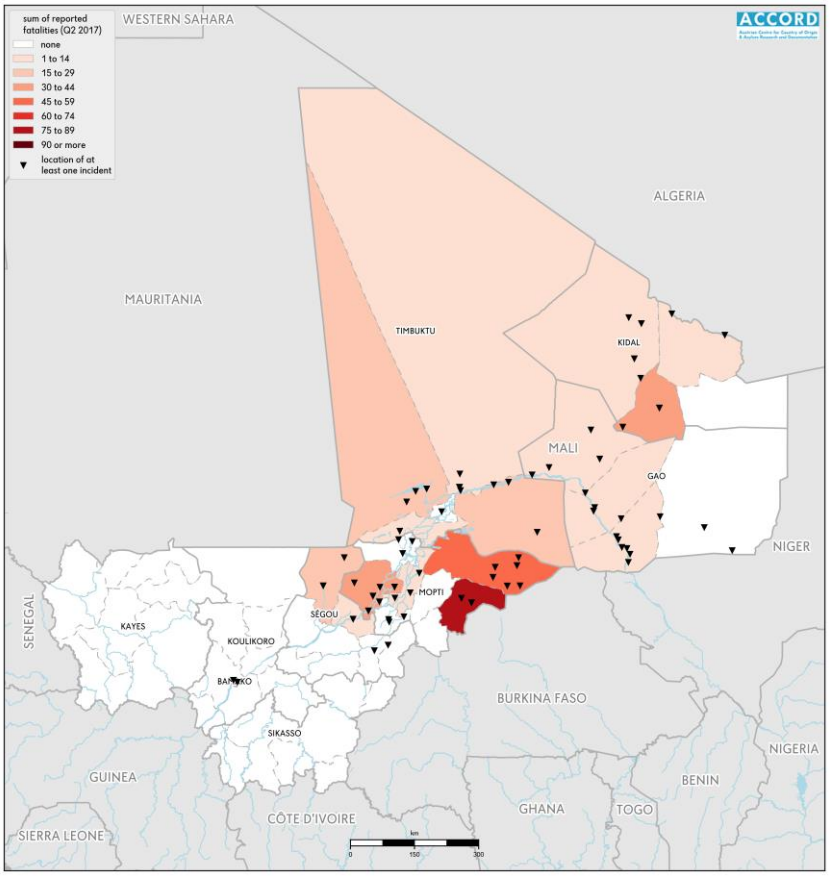
au centre :

- à Mopti, 28 incidents tuant 54 personnes (1er trimestre) - 46 incidents tuant 174 personnes (2ème trimestre) ;
- à Ségou, 14 incidents tuant 80 personnes (1er trimestre) - 10 incidents tuant 34 personnes (2ème trimestre) ;

[120] ACCORD, 22/06/2017, url

au sud :

- à Bamako, 7 incidents tuant 1 personne (1er trimestre) - 8 incidents tuant 10 personnes (2ème trimestre) ;
- à Koulikoro, 1 incident tuant 2 personnes (1er trimestre) - pas d'incident répertorié durant le 2ème trimestre ;
- à Sikasso, 1 incident ne faisant pas de victime (1er trimestre) - pas d'incident répertorié durant le 2ème trimestre[121].

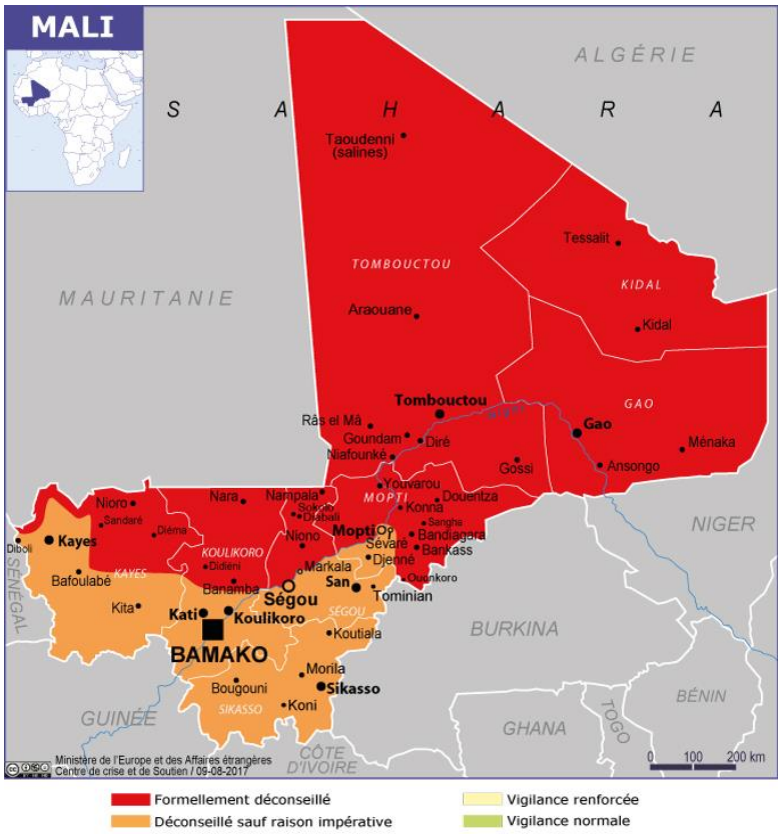


ACCORD - Mali, incidents relevés par ACLED second trimestre 2017[122]

Pour la période de septembre à décembre 2017, le rapport de l'ONU du 26 décembre 2017 mentionne que les groupes terroristes ont mené 71 attaques asymétriques. Le rapport comptabilise les attaques par région administrative et indique qu'elles ont été les plus nombreuses dans les régions de Mopti (20), Gao (17) et Kidal (14). Suivent les régions de Ségou (8), Ménaka (5) et Tombouctou (5). Ces régions sont celles correspondant au nord et au centre du pays. Dans le sud du pays, deux incidents ont eu lieu dans la région de Koulikoro. La source ne mentionne pas d'attaques dans les régions de Kayes et de Sikasso, ni dans le district urbain de Bamako[123].

[121] ACCORD, 22/06/2017, url ; ACCORD, 14/09/2017, url
[122] ACCORD, 14/09/2017, url
[123] Nations unies, Conseil de sécurité, 26/12/2017, p. 7, url

Sur son site Internet, le ministère français des Affaires étrangères met à la disposition de ses ressortissants des informations actualisées sur la situation sécuritaire des pays dans lesquels ils sont susceptibles de se rendre. En ce qui concerne le Mali, les informations mises à jour le 3 novembre 2017, toujours valables le 6 février 2018, déconseillent formellement de se rendre dans les zones marquées en rouge sur la carte ci-dessous, tandis que les zones marquées en orange sont déconseillées[124].



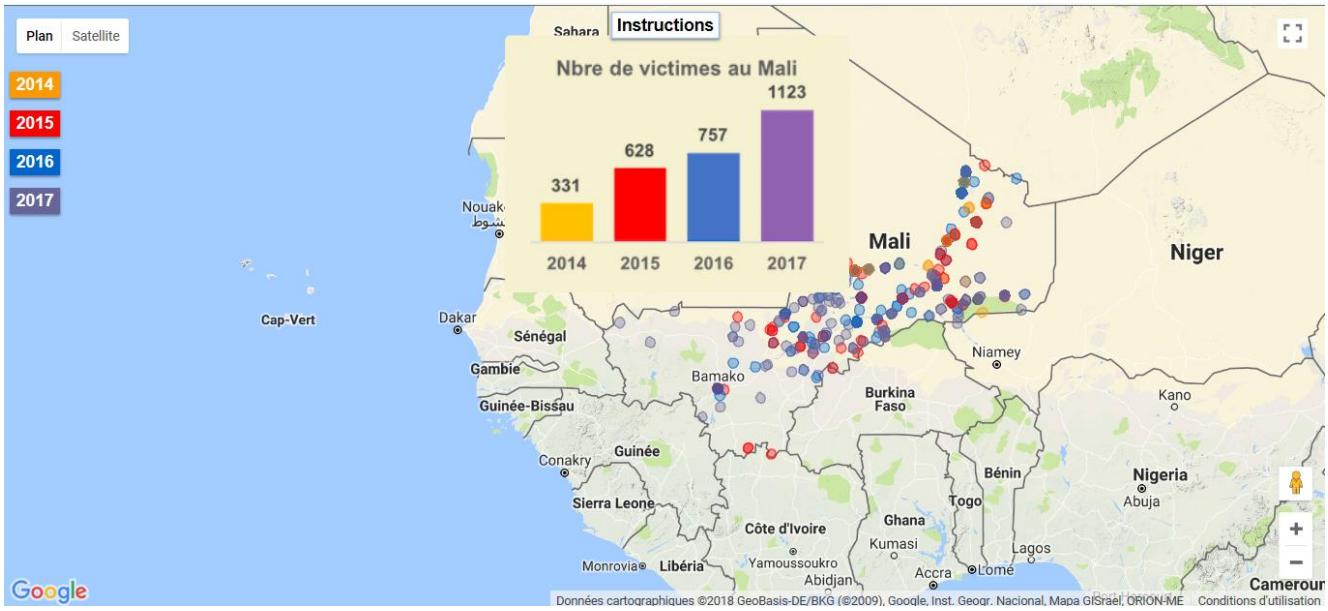
France diplomatie - Conseils aux voyageurs Mali[125]

Selon le ministère français des Affaires étrangères, le nord et une partie du centre du pays sont concernés par les attaques des groupes terroristes, qui ciblent en priorité les forces militaires maliennes et internationales. La source note la présence possible d'engins explosifs improvisés ou de mines sur les axes routiers. Dans le reste du pays, des attaques sont également susceptibles d'être menées, notamment contre les forces de sécurité maliennes et les symboles de la présence occidentale. A Bamako, le risque d'attentat visant des lieux publics fréquentés par les Occidentaux est particulièrement élevé[126]. Le 18 juin 2017, un complexe touristique fréquenté par des expatriés à Bamako a été attaqué par des djihadistes. Le bilan est de cinq morts et d'une dizaine de blessés[127]. Toujours d'après la même source, « [l]'enlèvement d'une ressortissante colombienne début 2017 au

[124] France diplomatie, 03/11/2017, url
[125] France diplomatie, 03/11/2017, url
[126] France diplomatie, 03/11/2017, url
[127] Nations unies, Conseil de sécurité, 28/09/2017, p. 8, url

nord de la région de Sikasso montre une certaine extension géographique des capacités d'action des groupes criminels et terroristes »[128].

Le site MaliLink, ouvert en 1996 sur un serveur du Massachusetts Institute of Technology, se présente comme le « forum de discussion de l'intelligentsia malienne » et « un outil de développement pour le Mali »[129]. MaliLink a dressé une liste des attaques terroristes perpétrées au Mali depuis janvier 2015. La dernière mise à jour est datée du 31 janvier 2018. Une carte permet de localiser les attaques. Celles-ci ont principalement eu lieu au nord et au centre du pays. Depuis 2014, le nombre de victimes est en forte augmentation, selon les chiffres fournis par MaliLink[130].



Site Internet MaliLink - Carte des attaques terroristes depuis janvier 2015[131]

[128] France diplomatie, 03/11/2017, url
[129] MaliLink, s.d., url
[130] MaliLink, 31/01/2018, url
[131] MaliLink, 31/01/2018, url

Résumé

En mai et juin 2015, un accord de paix a été signé entre le gouvernement, une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux dénommée la Plateforme et l'ex-rébellion touareg regroupée dans la Coordination des Mouvements de l'Azawad ou Coordination. Les groupes islamistes chassés des régions du nord du Mali par l'intervention militaire de 2013 se sont progressivement reconstitués. Ils sont en grande partie responsables, à partir de 2015, de l'insécurité qui s'est développée dans les régions considérées jusqu'alors stables du centre et du sud du pays.

En avril 2017, Abdoulaye Idrissa Maïga a été nommé premier ministre, dans un contexte social agité. En août 2017, le président Ibrahim Boubacar Keïta a décidé de surseoir à la tenue d'un référendum sur la révision de la Constitution décrié par l'opposition et la société civile. En décembre 2017, le premier ministre a remis sa démission et celle de son gouvernement. Il a été remplacé par Soumeylou Boubeye Maïga. Les élections locales et régionales prévues en décembre 2017 ont été reportées à avril 2018, en raison notamment de l'insécurité dans le nord et le centre du pays. L'élection présidentielle devrait se tenir en juillet 2018, suivie par des élections législatives en novembre 2018.

Certaines mesures prévues par l'accord de paix de 2015 ont été adoptées. En 2017, des autorités intérimaires ont été mises en place dans les cinq régions administratives du nord du pays. Des patrouilles mixtes, composées de combattants des parties signataires de l'accord de paix et des forces de défense et de sécurité, chargées de ramener la sécurité dans le nord, étaient opérationnelles à Gao en février 2017, elles ne l'étaient par contre toujours pas à Kidal et Tombouctou fin 2017. En septembre 2017, un pacte de cessation définitive des hostilités a été conclu entre groupes armés signataires de l'accord de paix après qu'une série d'affrontements les aient opposés dans le nord du pays. L'ONU souligne que les conditions de sécurité ont continué malgré tout à se dégrader, en raison de l'augmentation du nombre d'attaques menées par les groupes djihadistes dans le nord et de violences dans le centre du pays. Fin octobre 2017, l'Assemblée nationale a prolongé d'un an l'état d'urgence.

Les forces armées maliennes disposent de 13.000 hommes, la MINUSMA compte près de 12.000 militaires et 1.700 policiers et l'opération française Barkhane dispose de 4.000 militaires déployés au Tchad, au Mali et au Niger. Le Conseil de sécurité de l'ONU avait par ailleurs approuvé en juin 2017 le déploiement d'une force antiterroriste dans la sous-région, le G5 Sahel. Deux opérations contre les groupes djihadistes intervenant dans la zone frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont été menées jusqu'à présent.

Dans le sud du Mali, les acteurs de l'insécurité sont le GSIM et le FLM, deux groupes terroristes affiliés à AQMI. La période couverte par ce rapport a principalement été marquée par des attaques asymétriques et des enlèvements sporadiques. Les forces de défense et de sécurité nationales et internationales, les représentants de l'Etat malien et des ressortissants occidentaux ont été ciblés. Quelques incidents violents ont affecté les régions situées au sud du pays (Kayes, Koulikoro et Sikasso) et le district de Bamako. Les sources consultées indiquent que le sud a été moins impacté par la violence que le nord et le centre du pays.

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

20minutes, *Une religieuse colombienne enlevée au Mali apparaît dans une vidéo djihadiste*, 30/01/2018, https://www.20minutes.fr/monde/2211203-20180130-religieuse-colombienne-enlevee-mali-apparait-video-djihadiste [consulté le 06/02/2018]

Africanews, *Mali : dispersion d'une manifestation contre la présence française*, 11/01/2018, http://fr.africanews.com/2018/01/11/mali-dispersion-d-une-manifestation-contre-la-presence-francaise/ [consulté le 06/02/2018]

Africa Postnews, *Mali : les manifestations à Kidal contre les forces françaises étaient-elles justifiées ?*, 11/10/2017, https://africapostnews.com/2017/10/11/mali-manifestations-a-kidal-contre-forces-francaises-etaient-justifiees/ [consulté le 02/02/2018]

Afrique360 via Mali7, *Mali : Pour renforcer ses effectifs, l'armée recrute 5000 soldats*, 11/05/2017, https://mali7.net/2017/05/11/mali-pour-renforcer-ses-effectifs-larmee-recrute-5000-soldats/ [consulté le 25/01/2018]

Agence France-Presse (AFP) via Jeune Afrique, *L'opération militaire française au Mali et au Sahel en chiffres*, 19/05/2017, http://www.jeuneafrique.com/depeches/440418/politique/loperation-militaire-francaise-mali-sahel-chiffres/ [consulté le 06/02/2018]

Agence France-Presse (AFP) via News24, *Mali armed groups sign peace deal*, 16/10/2015, https://www.news24.com/Africa/News/Mali-armed-groups-sign-peace-deal-20151016-2 [consulté le 06/02/2018]

Agence France-Presse (AFP) via La Libre, *L'accord d'Alger pour la paix et la réconciliation au Mali*, 05/03/2015, http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/l-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconciliation-au-mali-54f8959a35707e3e93b756cc [consulté le 06/02/2018]

Algérie-Focus, *Chronologie. Les dates-clés du conflit au Mali*, 10/06/2014, http://www.algerie-focus.com/2014/06/chronologie-les-dates-cles-du-conflit-au-mali/ [consulté le 06/02/2018]

APA news, *Mali : l'état d'urgence prolongé d'un an à compter du 31 octobre*, 21/10/2017, http://apanews.net/index.php/fr/news/mali-letat-durgence-prolonge-dun-an-a-compter-du-31-octobre [consulté le 25/01/2018]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) [site web], s.d., www.acleddata.com [consulté le 06/02/2018]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Conflict Trends Report No. 59. Real-Time Analysis of African Political Violence*, 05/2017, http://www.ecoi.net/file_upload/3230_1499348168_acled-conflict-trends-report-no-59-june-2017-pdf.pdf [consulté le 06/02/2018]

Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation (ACCORD), *Mali, first quarter 2017: Update on incidents according to the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)*, 22/06/2017, http://www.ecoi.net/file_upload/5250_1498549791_2017q1mali-en.pdf [consulté le 06/02/2018]

Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation (ACCORD), *Mali, second quarter 2017: Update on incidents according to the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)*, 14/09/2017, https://www.ecoi.net/file_upload/5734_1506330986_2017q2mali-en.pdf [consulté le 06/02/2018]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Mali : affrontements entre les signataires de l'accord de paix*, 07/07/2017, http://www.bbc.com/afrique/region-40527973 [consulté le 06/02/2018]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Mali : associations et partis politiques dans les rues contre l'insécurité*, 27/11/2017, http://www.bbc.com/afrique/region-42133082 [consulté le 09/02/2018]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Mali: un commandant de gendarmerie enlevé*, 19/10/2017, http://www.bbc.com/afrique/region-41677857 [consulté le 02/02/2018]

Confédération suisse, Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), *Focus Mali. Situation sécuritaire*, 07/09/2015, https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslaender/afrika/mli/MLI-sicherheitslage-2015-f.pdf [consulté le 06/02/2018]

Courrier international (Gounon C.), *Sahel. L'ONU approuve le déploiement d'une force antiterroriste*, 22/06/2017, http://www.courrierinternational.com/article/sahel-lonu-approuve-le-deploiement-dune-force-antiterroriste [consulté le 06/02/2018]

Europe1, *Mali : deux morts dans une attaque djihadiste, une trentaine d'otages libérés*, 18/06/2017, http://www.europe1.fr/international/mali-attaque-en-cours-contre-un-campement-touristique-a-bamako-frequente-par-des-occidentaux-3364496 [consulté le 09/02/2018]

EUTM Mali [site web], s.d., http://eutmmali.eu/ [consulté le 25/01/2018]

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Association malienne des droits de l'homme (AMDH), *Crimes de guerre au Nord-Mali*, 11/07/2012, http://www.fidh.org/IMG/pdf/rapmali592f.pdf [consulté le 06/02/2018]

France 24, *Le nouveau gouvernement du Mali a été formé*, 31/12/2017, http://www.france24.com/fr/20171231-mali-nouveau-gouvernement-premier-ministre-soumeylou-boubeye-maiga [consulté le 24/01/2018]

France diplomatie, *Conseils aux voyageurs, Mali*, 03/11/2017, https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/mali/ [consulté le 06/02/2018]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Dufour J.), *Vers un retour de l'ordre constitutionnel au Mali ?*, 18/04/2012, http://www.grip.org/fr/node/582 [consulté le 06/02/2018]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Ghys M.), *Note d'analyse. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – Octobre à décembre 2017*, 11/01/2018, https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2018/NA_2018-01-11_FR_M-GHYS.pdf [consulté le 09/02/2018]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Sangare B.), *Note d'analyse. Le Centre du Mali : épicentre du djihadisme*, 20/05/2016, http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-05-20_FR_B-SANGARE.pdf [consulté le 06/02/2018]

Huffingtonpost (Berthelier A.), *Otage française au Mali: les proches de Sophie Pétronin se sentent "abandonnés"*, 24/12/2017, http://www.huffingtonpost.fr/2017/12/24/otage-francaise-au-mali-les-proches-de-sophie-petronin-se-sentent-abandonnes_a_23316187/ [consulté le 09/02/2018]

Huffingtonpost (Raymond G.), *Mali : l'armée en fuite se replie sur Bamako, Tombouctou prise par les rebelles*, 01/04/2012, http://www.huffingtonpost.fr/2012/04/01/mali-bamako-tombouctou-junte-rebelles-touaregs_n_1394736.html [consulté le 06/02/2018]

Human Rights Watch (HRW), *Mali : Une vague de meurtres perpétrés par des groupes armés*, 05/04/2017, https://www.hrw.org/fr/news/2017/04/05/mali-une-vague-de-meurtres-perpetres-par-des-groupes-armes [consulté le 06/02/2018]

Institut d'études de sécurité (ISS) (Maïga I.), *Groupes armés au Mali : au-delà des étiquettes* in *Rapport sur l'Afrique de l'Ouest, n° 17*, 06/2016, https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/WestAfricaReport17_FR.pdf [consulté le 06/02/2018]

International Crisis Group (ICG), *CrisisWatch February 2017. Mali*, 02/2017, https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/february-2017 [consulté le 31/01/2018]

International Crisis Group (ICG), *Mali : éviter l'escalade. Rapport Afrique N° 189*, 18/07/2012, https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/mali-avoiding-escalation [consulté le 06/02/2018]

Jeune Afrique, Agence France-Presse (AFP), *Mali : Sidi Mohamed Ag Icharach, le gouverneur de Kidal, fait son retour*, 24/08/2017, http://www.jeuneafrique.com/468108/politique/mali-sidi-mohamed-ag-icharach-le-gouverneur-de-kidal-fait-son-retour/ [consulté le 06/02/2018]

Jeune Afrique (Groga-Bada M.), *Nord-Mali : comment le MNLA a été chassé de Gao*, 04/07/2012, http://www.jeuneafrique.com/140859/politique/nord-mali-comment-le-mnla-a-t-chass-de-gao/ [consulté le 06/02/2018]

Jeune Afrique (Mihoubi S.), *Mali : un an après la signature de l'Accord d'Alger, quel avenir pour le Nord ?*, 20/06/2016, http://www.jeuneafrique.com/334516/politique/mali-paix-ans-apres-signature-de-laccord-dalger/ [consulté le 06/02/2018]

Jeune Afrique (Roger B.), *Mali : report des élections locales et régionales à avril 2018*, 27/11/2017, http://www.jeuneafrique.com/496790/politique/mali-report-des-elections-locales-et-regionales-a-avril-2018-drame-ibk/ [consulté le 24/01/2018]

Jeune Afrique, *Mali : affrontements entre des islamistes et des touaregs dans le Nord*, 08/06/2012, http://www.jeuneafrique.com/175718/politique/mali-affrontements-entre-des-islamistes-et-des-touaregs-dans-le-nord/ [consulté le 06/02/2018]

Jeune Afrique, *Mali : de nouveaux affrontements entre signataires de l'accord de paix dans la région de Kidal*, 12/07/2017, http://www.jeuneafrique.com/456764/politique/mali-de-nouveaux-affrontements-entre-signataires-de-laccord-de-paix-region-de-kidal/ [consulté le 06/02/2018]

Jeune Afrique, *Mali : Nord cherche État désespérément*, 21/03/2017, http://www.jeuneafrique.com/mag/411434/politique/mali-nord-cherche-etat-desesperement/ [consulté le 06/02/2018]

Jeune Afrique, *Mali : report du référendum sur la révision de la Constitution*, 22/06/2017, http://www.jeuneafrique.com/450165/politique/mali-report-referendum-revision-de-constitution/ [consulté le 06/02/2018]

Jeune Afrique, *Mali : une religieuse colombienne kidnappée par des hommes armés dans le sud du pays*, 08/02/2017, http://www.jeuneafrique.com/401673/politique/mali-religieuse-colombienne-kidnappee-hommes-armes-sud-pays [consulté le 31/01/2018]

Jeune Afrique, *Nord du Mali : les groupes armés de la CMA et de la Plateforme annoncent avoir « fait la paix »*, 16/10/2015, http://www.jeuneafrique.com/272240/politique/mali-groupes-armes-rivaux-nord-annoncent-paix/ [consulté le 06/02/2018]

JusticeInfo (Rugiririza E.), Studio Tamani, *Mali/nouveau gouvernement: l'opposition regrette que les groupes armés ne soient pas représentés*, 13/04/2017, http://www.justiceinfo.net/fr/component/k2/32939-mali-nouveau-gouvernement-l%E2%80%99opposition-regrette-que-les-groupes-arm%C3%A9s-ne-soient-pas-repr%C3%A9sent%C3%A9s.html [consulté le 06/02/2018]

Koaci, *Mali: Attaque contre la gendarmerie de Mourdiah, trois otages*, 25/09/2017, http://koaci.com/mali-attaque-contre-gendarmerie-mourdiah-trois-otages-113337.html [consulté le 06/02/2018]

L'Orient Le Jour, Agence France-Presse (AFP), *Mali: deux douaniers tués au nord de Bamako*, 24/01/2018, https://www.lorientlejour.com/article/1096116/mali-deux-douaniers-tues-au-nord-de-bamako.html [consulté le 02/02/2018]

La Défense, *Fin du commandement belge de la mission européenne d'entraînement au Mali*, 01/02/2018, https://www.mil.be/fr/article/fin-du-commandement-belge-de-la-mission-europeenne-dentrainement-au-mali [consulté le 02/02/2018]

La Fouillouse/Soufouroulaye, *Le blog officiel du Comité de Jumelage - Coopération entre La Fouillouse et Soufouroulaye au Mali* [blog], 01/02/2016, http://jumelage-soufouroulaye.blogspot.be/2016/02/les-nouvelles-regions-administratives.html [consulté le 06/02/2018]

La Libre Afrique, *Le président malien annonce une loi d'entente nationale*, 01/01/2018, https://afrique.lalibre.be/12914/le-president-malien-annonce-une-loi-dentente-nationale/ [consulté le 25/01/2018]

La Preuve (Konaté O.) via 30minutes, *Election présidentielle de 2018 : les assurances du président IBK*, 08/01/2018, http://30minutes.net/2018/01/09/election-presidentielle-de-2018-assurances-president-ibk/ [consulté le 24/01/2018]

La Tribune Afrique (Bayo I.), *Mali : grande opération de recrutement dans l'armée*, 11/05/2017, http://afrique.latribune.fr/politique/2017-05-11/mali-grande-operation-de-recrutement-dans-l-armee-710603.html [consulté le 06/02/2018]

Le Combat (Haïdara A.) via MaliActu, *Mali : Attaque du poste des Douanes de Ouélessebougou : Le bilan fait état de deux morts*, 27/03/2017, http://maliactu.net/mali-attaque-du-poste-des-douanes-de-ouelessebougou-le-bilan-fait-etat-de-deux-morts/ [consulté le 31/01/2018]

Le Combat (Yattara M.), aBamako via Mali7, *Enlèvement du Juge de Niono : Les Régions de Ségou, Koulikoro et Kayes dans la psychose*, 23/11/2017, https://mali7.net/2017/11/23/enlevement-du-juge-de-niono-les-regions-de-segou-koulikoro-et-kayes-dans-la-psychose/ [consulté le 06/02/2018]

Le Figaro, Agence France-Presse (AFP), *Mali: Ibrahim B. Keïta élu avec 77,61%*, 15/08/2013, http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/15/97001-20130815FILWWW00077-mali-ibrahim-b-keita-elu-avec-7761.php [consulté le 06/02/2018]

Le Figaro, Agence France-Presse (AFP), *Mali: L'ONU crée un régime général de sanctions*, 05/09/2017, http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/09/05/97001-20170905FILWWW00205-mali-l-onu-cree-un-regime-general-de-sanctions.php [consulté le 25/01/2018]

Le journal de Montréal, Agence France-Presse (AFP), *Mali: 5 tués dans l'attentat près de Bamako, revendiqué par une alliance liée à Al-Qaïda*, 19/06/2017, http://www.journaldemontreal.com/2017/06/18/mali-attaque-en-cours-contre-un-campement-touristique-a-bamako-frequente-par-des-occidentaux [consulté le 06/02/2018]

Le Monde, Agence France-Presse (AFP), *Au Mali, le référendum constitutionnel une nouvelle fois reporté*, 21/08/2017, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/21/au-mali-le-referendum-constitutionnel-une-nouvelle-fois-reporte_5174609_3212.html [consulté le 06/02/2018]

Le Monde, Agence France-Presse (AFP), *Au Mali, un nouveau gouvernement sur fond de crise sociale*, 12/04/2017, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/12/au-mali-un-nouveau-gouvernement-sur-fond-de-crise-sociale_5109874_3212.html [consulté le 06/02/2018]

Le Monde, Agence France-Presse (AFP), *Une nouvelle résolution onusienne pour sauver l'accord de paix au Mali*, 22/09/2017, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/22/une-nouvelle-resolution-onusienne-pour-sauver-l-accord-de-paix-au-mali_5189691_3212.html [consulté le 06/02/2018]

Le Monde, *Au Mali, démission surprise du premier ministre et du gouvernement*, 29/12/2017, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/29/au-mali-demission-surprise-du-premier-ministre-et-du-gouvernement_5235867_3212.html [consulté le 06/02/2018]

Le Monde (Châtelot C.), *Après le nord, le centre du Mali menace à son tour de s'enflammer*, 27/01/2017, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/27/apres-le-nord-le-centre-du-mali-menace-a-son-tour-de-s-enflammer_5069975_3212.html [consulté le 06/02/2018]

Le Républicain via aBamako, *Processus de paix au Mali : La CMA et la Plateforme signent une trêve de 15 jours*, 24/08/2017, http://news.abamako.com/h/168759.html [consulté le 25/01/2018]

Libération, Agence France-Presse (AFP), *Les autorités confirment l'enlèvement d'une Française au Mali*, 25/12/2016, http://www.liberation.fr/planete/2016/12/25/les-autorites-confirment-l-enlevement-d-une-francaise-au-mali_1537362 [consulté le 09/02/2018]

Liberté via Africatime, *Mali : les signataires s'accordent une nouvelle trêve*, 11/09/2017, http://fr.africatime.com/mali/articles/mali-les-signataires-saccordent-une-nouvelle-treve [consulté le 25/01/2018]

Long War Journal (Joscelyn T.), *Analysis: Al Qaeda groups reorganize in West Africa*, 13/03/2017, https://www.longwarjournal.org/archives/2017/03/analysis-al-qaeda-groups-reorganize-in-west-africa.php [consulté le 06/02/2018]

Long War Journal (Weiss C.), *Analysis: Merger of al Qaeda groups threatens security in West Africa*, 18/03/2017, http://www.longwarjournal.org/archives/2017/03/analysis-merger-of-al-qaeda-groups-threatens-security-in-west-africa.php [consulté le 06/02/2018]

Maliactu, *Mali : Référendum sur la révision constitutionnelle au Mali : IBK évite le chaos en désarmant l'opposition politique par une décision démocratique*, 24/08/2017, http://maliactu.net/mali-referendum-sur-la-

revision-constitutionnelle-au-mali-ibk-evite-le-chaos-en-desarmant-lopposition-politique-par-une-decision-democratique/ [consulté le 06/02/2018]

Malijet (Clairon), *Armée: nouvelle phase de recrutement en 2018*, 22/01/2018, http://malijet.com/a_la_une_du_mali/202812-armee-nouvelle-phase-de-recrutement-en-2018.html [consulté le 09/02/2018]

Malijet via Mali24, *Attaque terroriste à Mourdiah sur la route de Nara hier soir (récit détaillé)*, 25/09/2017, http://www.mali24.info/actualites/55-actualite-hot/5711-attaque-terroriste-a-mourdiah-sur-la-route-de-nara-hier-soir-recit-detaille [consulté le 02/02/2018]

MaliLink [site web], s.d., http://malilink.net/ [consulté le 09/02/2018]

MaliLink, *Liste des attaques terroristes au Mali*, 31/01/2018, http://malilink.net/attaques-terroriste-au-mali/ [consulté le 09/02/2018]

Malinet (Dia I.), *Insécurité : 1 douanier tué, 2 autres blessés lors de l'attaque de leur poste à Ouélessebougou*, s.d., http://www.malinet.net/flash-info/insecurite-1-douanier-tue-2-autres-blesses-lors-de-lattaque-de-leur-poste-a-ouelessebougou/ [consulté le 31/01/2018]

Maliweb (Sidibé B.) via The World News, *Le collectif des associations Anté A Banna en meeting samedi : une nouvelle fronde en gestation contre IBK ?*, 27/11/2017, https://theworldnews.net/ml-news/le-collectif-des-associations-ante-a-banna-en-meeting-samedi-une-nouvelle-fronde-en-gestation-contre-ibk [consulté le 09/02/2018]

Maliweb, *Mali/Le préfet de Nara échappe à un enlèvement*, 09/12/2017, http://www.maliweb.net/insecurite/mali-prefet-de-nara-echappe-a-enlevement-2713952.html [consulté le 31/01/2018]

Mali-web, *Cercle de Nara : Des blessés suite à une tentative d'enlèvement du préfet*, 10/12/2017, http://mali-web.org/crise-malienne/cercle-de-nara-des-blesses-suite-a-une-tentative-denlevement-du-prefet [consulté le 31/01/2018]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Mandat*, s.d., https://minusma.unmissions.org/mandat-0 [consulté le 06/02/2018]

Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2017/271*, 30/03/2017, http://reliefweb.int/report/mali/rapport-du-secr-taire-g-n-ral-sur-la-situation-au-mali-s2017271 [consulté le 06/02/2018]

Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2017/478*, 06/06/2017, http://reliefweb.int/report/mali/rapport-du-secr-taire-g-n-ral-sur-la-situation-au-mali-s2017478 [consulté le 06/02/2018]

Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2016/819*, 29/09/2016, http://reliefweb.int/report/mali/rapport-du-secr-taire-g-n-ral-sur-la-situation-au-mali-s2016819 [consulté le 06/02/2018]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2015/219*, 27/03/2015, http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/219 [consulté le 06/02/2018]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2017/811*, 28/09/2017, http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2017/811 [consulté le 25/01/2018]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2017/1105*, 26/12/2017, http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2017/1105 [consulté le 25/01/2018]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Résolution 2164 (2014) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7210e séance, le 25 juin 2014, S/RES/2164 (2014)*, 25/06/2014, http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2164(2014) [consulté le 06/02/2018]

Ouest France, *Attentat au Mali. Quatre morts dans l'attaque d'un hôtel près de Bamako*, 19/06/2017, https://www.ouest-france.fr/monde/mali/mali-attaque-en-cours-bamako-dans-un-lieu-frequente-par-des-occidentaux-5072252 [consulté le 06/02/2018]

Political Geography Now (Centanni E.), *Azawad. Breakaway state in Mali (As of 6 April, 2012)*, 06/04/2012, http://www.polgeonow.com/search/label/mali [consulté le 06/02/2018]

Radio France internationale (RFI) (Chanda T.), *Les grandes dates de la crise malienne*, 23/07/2013, http://www.rfi.fr/afrique/20130719-mali-presidentielle-dates-chronologie-crise [consulté le 06/02/2018]

Radio France internationale (RFI) (Jouve A.), *Forces et groupes armés au Mali: qui est qui?*, 24/03/2016, http://www.rfi.fr/afrique/20160318-echiquier-malien-groupes-armes-azawad-aqmi-fama [consulté le 06/02/2018]

Radio France internationale (RFI), *Attentat de Bamako: La Terrasse entend bien rouvrir*, 08/03/2015, http://www.rfi.fr/afrique/20150308-mali-attentat-bamako-terrasse-gerant-hippodrome-rue-princesse-reportage [consulté le 09/02/2018]

Radio France internationale (RFI), *Conférence d'entente nationale au Mali : dialoguer avec les jihadistes*, 03/04/2017, http://www.rfi.fr/afrique/20170403-mali-conference-entente-nationale-dialoguer-jihadistes [consulté le 06/02/2018]

Radio France internationale (RFI), *L'ébullition sociale perdure au Mali*, 09/04/2017, http://www.rfi.fr/afrique/20170409-ebullition-sociale-perdure-mali-sante-education-greve-idrissa-maiga [consulté le 06/02/2018]

Radio France internationale (RFI), *L'accord de paix pour le nord du Mali officiellement ratifié*, 20/06/2015, http://www.rfi.fr/afrique/2min/20150620-mali-signature-accord-paix-bamako-cma-azawad [consulté le 06/02/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali : le MNLA évincé de son dernier bastion d'Ansongo*, 12/07/2012, http://www.rfi.fr/afrique/20120712-mali-le-mnla-evince-son-dernier-bastion-ansongo [consulté le 06/02/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: 36 gendarmes ayant refusé d'opérer dans une zone à risque arrêtés*, 20/01/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180120-mali-36-gendarmes-deserteurs-arrestation-zone-risque-centre-fardgend [consulté le 09/02/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: 4 civils et un militaire tués dans l'attaque du camp de Kangaba*, 19/06/2017, http://www.rfi.fr/afrique/20170619-mali-quatre-civils-militaire-tues-attaque-campement-kangaba-bamako [consulté le 31/01/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: à Gao, coup d'envoi des patrouilles mixtes pour sécuriser le Nord*, 24/02/2017, http://www.rfi.fr/afrique/20170224-mali-gao-coup-envoi-patrouilles-mixtes-nord-plateforme-azawad-moc [consulté le 06/02/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: après la chute de Kidal, quelle va être la tactique des insurgés touaregs ?*, 31/03/2012, http://www.rfi.fr/afrique/20120331-mali-apres-chute-kidal-quelle-va-etre-tactique-insurges-touareg [consulté le 06/02/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: des signes de malaise au sein de l'armée*, 25/01/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180125-mali-signes-malaise-sein-armee [consulté le 09/02/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: le président IBK nomme son nouveau gouvernement*, 31/12/2017, http://www.rfi.fr/afrique/20171231-mali-le-president-ibk-nomme-son-nouveau-gouvernement [consulté le 24/01/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: les consultations se poursuivent en vue de former le nouveau gouvernement*, 10/04/2017, http://www.rfi.fr/afrique/20170410-mali-premier-ministre-idrissa-maiga-consultations-gouvernement [consulté le 06/02/2018]

Radio France internationale (RFI), *Négociations Touaregs-Etat malien: accord officiellement signé à Ouagadougou*, 18/06/2013, http://www.rfi.fr/afrique/20130618-negociations-touaregs-mali-accord-signe-ouagadougou-mnla-azawad-hcua [consulté le 06/02/2018]

République française, ministère des Armées, *Dossier de presse. Opération Barkhane*, 05/2017, http://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/20170519_NP_EMA%20CABCOM_Dossier-de-Presse-Barkhane%20valid%C3%A9.pdf [consulté le 06/02/2018]

République française, ministère des Armées, *Dossier de presse. Opération Barkhane*, 12/2017, https://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/DP-BARKHANE-0118.pdf [consulté le 25/01/2018]

Reuters (Sangaré I.), *Thousands march against referendum, extra powers for Mali president*, 15/07/2017, https://www.reuters.com/article/us-mali-politics/thousands-march-against-referendum-extra-powers-for-mali-president-idUSKBN1A00LH [consulté le 02/02/2018]

Studio Tamani via Malizine, *Nara : attaque contre le poste de gendarmerie de Mourdiah*, 25/09/2017, http://malizine.com/2017/09/25/nara-attaque-contre-poste-de-gendarmerie-de-mourdiah/ [consulté le 31/01/2018]

Studio Tamani, *Lutte contre le terrorisme : le G5 Sahel lance l'opération « Pagnali »*, 16/01/2018, http://www.studiotamani.org/index.php/politique/14233-lutte-contre-le-terrorisme-le-g5-sahel-lance-l-operation-pagnali [consulté le 06/02/2018]

Studio Tamani, *Otages maliens : le juge de Niono et le Commandant de brigade de Guiré demandent une intervention de l'État*, 06/12/2017, http://www.studiotamani.org/index.php/politique/13780-mali-premier-signe-de-vie-du-juge-de-niono-et-du-commandant-de-brigade-de-guire-depuis-leurs-enlevements-par-des-presumes-jihadistes [consulté le 06/02/2018]

Studio Tamani, *Terrorisme : deux groupes font alliance au Sahel*, 14/12/2017, http://www.studiotamani.org/index.php/politique/13877-terrorisme-deux-groupes-font-alliance-au-sahel [consulté le 02/02/2018]

The Jamestown Foundation (Mac Gregor A.), *Anarchy in Azawad: A Guide to Non-State Armed Groups in Northern Mali*, in Terrorism Monitor Volume 15 Issue 2, 27/01/2017, https://jamestown.org/program/anarchy-azawad-guide-non-state-armed-groups-northern-mali/ [consulté le 26/01/2018]

TV5Monde, *Mali: une religieuse colombienne enlevée il y a un an apparaît dans une vidéo jihadiste*, 30/01/2018, http://information.tv5monde.com/en-continu/mali-une-religieuse-colombienne-enlevee-il-y-un-apparait-dans-une-video-jihadiste-217353 [consulté le 31/01/2018]

Union européenne, Action extérieure, *Politique de sécurité et de défense commune, Mission de formation de l'UE au Mali (EUTM Mali)*, 07/2016, http://www.eeas.europa.eu/archives/docs/csdp/missions-and-operations/eutm-mali/pdf/factsheet_eutm_mali_fr.pdf [consulté le 06/02/2018]